FUSION

LES DECISIONS S'ACCELERENT ET LES PERSONNELS DOIVENT INTERVENIR

Après plusieurs mois de réunions avec le ministère, trois journées d'action appelées par les Fédérations syndicales des Finances, plusieurs CTPM émaillés à chaque rencontre de nouvelles propositions, au cours du dernier CTP ministériel, M. WOERTH a fait les propositions suivantes :

- prime de 350 € en avril 2008 puis intégration dans l'IMT à partir de 2009 (environ 30 € brut par mois comptabilisés pour la retraite)
- harmonisation des régimes indemnitaires sur 3 ans pour les C, B et inspecteurs et sur 4 ans pour les cadres. Harmonisation immédiate pour les agents du Trésor en cas d'intégration
- Transformations d'emplois de C en B : 1650 au lieu de 1000 en 2009, 2010 et 2011
- Transformations d'emplois de B en A : 585 au lieu de 350, en 2009, 2010 et 2011
- Mise en place d'un examen professionnel de B en A
- Revalorisation du 12 eme échelon d'inspecteurs (+ 16 points)
- Augmentation du taux de promotions pour les passages à CP, C 1ere classe, échelle 6 des C.

Ces avancées ont été obtenues après des heures de négociations et plusieurs journées d'action (au départ seule la prime de 350 € était prévue) mais ces mesures restent largement insuffisantes vu l'ampleur de la réforme. Le ministre refuse toujours de renoncer aux suppressions massives d'emplois, même à titre transitoire en attendant la réalisation de la fusion, et de très lourdes menaces pèsent sur le réseau des postes comptables du Trésor avec la mise en place de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) qui vise à supprimer tous les soit disant «doublons » dans la Fonction Publique. Le statut des fonctionnaires d'Etat est gravement attaqué: le texte précise en effet qu'en cas de suppression d'emploi (art.7) une réorientation (avec formation) pour une durée maximale de 2 ans nous sera proposée. **A l'issue de cette période de 2 ans, si nous refusons d'être muté dans une autre administration ou un autre emploi, nos directions pourront nous mettre d'office en disponibilité**…
A ce jour aucune garantie de maintien de nos postes comptables ne nous est donnée puisque dixit le ministre «la restructuration et la modernisation du réseau continuent » …

En ce qui concerne les filières et les possibilités de passerelles d'une filière à l'autre, le flou est savamment entretenu et nous devons obtenir des garanties pour que les filières ne restent pas figées sur le cadre actuel et que les agents puissent effectivement choisir une filière ou l'autre et en changer avec une formation professionnelle adaptée.

Pour la FDSU et ses syndicats SUD Trésor et SNUI, il faut se mobiliser pour obtenir des garanties plus importantes et de véritables engagements en terme financier - ce qui est encore possible - car nous savons que les crédits réservés à la réforme du ministère par le gouvernement n'ont pas tous été provisionnés et que le ministre teste nos réactions : il ne dépend que de nous d'obtenir une rallonge et d'avantage de garanties.

C'est pourquoi, nous vous appelons à agir et à ne pas baisser les bras dans les semaines qui viennent.
Les Fédérations syndicales FDSU et CGT ont décidé de vous appeler à vous mobiliser et à vous mettre en grève et à manifester JEUDI 27 MARS dans les deux administrations et dans tous les départements.

Dans les Pyrénées Orientales, nous avons des raisons d'être inquiets à plus d'un titre car nous constatons que la réforme du réseau s'accélère (fermeture annoncée de la permanence de BOURG MADAME), et le rideau de fumée est toujours aussi épais sur l'avenir des postes de CERDAGNE, l'avenir des postes du VALLESPIR et du BOULOU, de VINCA, de ceux des Fenouillèdes, l'avenir de CABESTANY … et le reste du réseau?…

Aux dernières nouvelles, après un premier projet de création d'un SIP en lieu et place de la Trésorerie boulevard Wilson, et la suppression de la Trésorerie de CABESTANY, qui devait rejoindrait la TP de PERPIGNAN - projet rejeté **unanimement** par les agents de CABESTANY et irréalisable au niveau de la réception du public- **de nouveaux projets sont à l'examen du prochain CTPL du 21 mars** :

La TP PERPIGNAN Impôts et CABESTANY partiraient à l'HDI avenue de la Côte Vermeille créer un SIP et certaines brigades des impôts, la DIRCOFI et la BRD en échange, rejoindraient les locaux de la T.Wilson. Un SIP serait également créé à CERET...

Des bruits courent actuellement sur la localisation du nouveau service RH unifié qui ne serait pas à la TG mais pourrait être à la DGI cours Lazare Escarguel, avec combien d'agents et avec quels responsables de services ? et une installation des IP de la DGI à la TG au rez de chaussée dans les bureaux des cadres du Trésor qui iraient où…? ? ?

Face à ces bouleversements, qui n'en sont qu'à leur début, les syndicats des Finances de la FDSU et de la CGT vous appellent à la vigilance, à l'unité et à l'action pour que toutes les négociations en cours et à venir se passent dans une situation où le rapport de force des personnels et des organisations syndicales soit le plus favorable possible face à l'administration, ce qui devrait être une évidence pour tous.

Dans ces conditions, nous nous interrogeons sur le fait que FO ait quitté toutes les réunions intersyndicales sur le plan national et départemental alors que plus que jamais l'heure devrait être à l'unité pour défendre de façon la plus efficace les intérêts de l'ensemble des personnels des deux directions toutes catégories confondues..

Plus inquiétant encore, le dernier compte-rendu d'une réunion interne entre FO Trésor et FO Impôt en date du 22 janvier parle de « réunir géographiquement les services et les compétences : remanier la répartition Trésor et Impôts pour rassembler les services sur 3 pôles géographiques. Cela optimiserait la qualité du service rendu à l'usager et faciliterait la gestion des personnels. ».

Nous nous interrogeons sur le bien fondé d'une démarche syndicale qui se substitue à l'administration et qui pourrait accélérer le processus de restructuration de notre réseau. Rassembler les services sur 3 pôles géographiques, qui sont actuellement et en l'occurrence PERPIGNAN, PRADES et CERET, n'était-ce pas déjà le projet initial de la réforme de SAUTTER combattu par les personnels en 2000 et abandonné à cette période, que l'on essaye de nous resservir aujourd'hui ?

Nous sommes à la croisée des chemins face à cette réforme, et compte tenu des menaces qui pèsent sur la Fonction Publique d'Etat avec la RGPP, les deux principales Fédérations du ministère, conscientes des responsabilités qui sont les leurs, vous appellent à resserrer les liens entre les personnels, à l'unité intersyndicale et à l'action pour ne pas être les grands perdants d'une réforme que nous n'avons pas choisie.

Dès cette semaine et afin de recenser tous vos problèmes, inquiétudes et préoccupations, les syndicats de la FDSU et de la CGT des Finances viendront dans vos postes pour tenir des heures d'information syndicales inter directionnelles. Nous estimons que l'avenir des personnels ne doit pas rester l'affaire de quelques militants syndicaux éclairés qui décideraient ensemble et sans vous de votre avenir et négocieraient sur leurs bases et en catimini avec l'administration.

CETTE FUSION NE DOIT PAS SE FAIRE SANS VOUS MAIS AVEC VOUS ET NOS SYNDICATS SE FERONT LES PORTE PAROLE DE VOS REVENDICATIONS.

TOUS ENSEMBLE ET DANS L'UNITE NOUS POUVONS AVANCER ET NOUS L'AVONS PROUVE DANS UN PASSE RECENT.